

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 10/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS**

ZI de la Boistardière  
BP 219 CEDEX  
37400 Amboise

Références : 2023-397  
Code AIOT : 0010000686

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2023 dans l'établissement INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS implanté ZI Ouest la Boistardière Chemin du Roi - BP 219 37402 Amboise. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS
- ZI Ouest la Boistardière Chemin du Roi - BP 219 37402 Amboise
- Code AIOT : 0010000686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Innovative Water Care Europe SAS (groupe SOLENIS) est spécialisée dans le stockage, la formulation et la distribution de produits de traitements pour piscine. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des précédentes visites d'inspection
- état des stocks
- gestion des déchets
- suivi des mesure de maîtrise des risques (MMR)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.4	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	Extinction sur charriot	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
16	Canalisation vers le bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.4	/	Sans objet
8	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.3	/	Sans objet
10	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.4.2	/	Sans objet
11	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Susceptible de suites	Sans objet
2	Sous-traitance : Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41	Susceptible de suites	Sans objet
3	Stockage des palettes d'emballage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 9.1.1	/	Sans objet
5	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.7	/	Sans objet
6	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.8.1	/	Sans objet
15	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.7.1	/	Sans objet
17	Déclaration GERP	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.8.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Accès FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2022</li><li>• constat : <i>Les FDS ne sont pas à disposition des opérateurs.</i></li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les FDS sont tenues à disposition des opérateurs.
<b>Constats :</b> L'écart constaté lors de la précédente visite d'inspection est levé.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué par courrier du 28/07/2022 qu'un ordinateur en libre-service a été mis en place, les compte d'accès pour le personnel étant en cours de création.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dispositif est en place. Il a présenté la procédure d'accès au FDS en date du 09/02/2026 : deux outils permettent l'accès aux FDS selon s'il s'agit de matières premières ou de produits finis. Une formation a été réalisée concernant cette procédure pour le personnel de production en CDI. Les feuilles d'émargement ont été présentées (formations des 7, 8, 9 septembre 2022 et 18 octobre 2022). L'inspection des installations classées a interrogé une personne de l'équipe production. Il a été constaté la bonne compréhension de cette procédure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Sous-traitance : Exploitation et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2022</li><li>• constat : <i>Les permis feu doivent être correctement renseignés et signés par l'ensemble des intervenants.</i></li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées.</p>
<b>Constats :</b> L'écart constaté lors de la précédente visite d'inspection est levé.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la procédure « gestion des travaux » a été mise à jour afin de prendre en compte les dispositions du groupe SOLENIS.  Des formations ont été mises en place suite à cette mise à jour. Les feuilles d'émargement ont été présentées pour les formations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- formations du 12/10/2022 pour les responsables de zone (qui ont pour objectif de s'assurer de la maîtrise de la co-activité de leur zone)</li><li>- formation du 20/07/2022 pour les coordinateurs sécurité (service HSE et service maintenance).</li></ul> Par ailleurs, l'exploitant précise que des audits internes du suivi de la procédure sont réalisés par le responsable HSE (les derniers audits datant du 17/11/2022 et 14/02/2023).  L'inspection des installations classées a vérifié par sondage le permis de feu en date du 14/03/2023. Il est constaté que le nom de l'intervenant est indiqué, mais pas le nom de l'entreprise extérieure. Le nom de la société est bien renseigné dans le Plan de Prévention associé en date du 14/03/2023. Les documents sont signés par l'ensemble des intervenants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Stockage des palettes d'emballage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2022</li><li>• constat : <i>L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées de la mise en place des fanions et des nouvelles consignes de stockage des palettes d'emballages.</i></li><li>• type de suites qui avaient été actées : Sans suite</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le bâtiment de stockage d'emballages plastiques où bâtiment administratif, est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de exploitant déposé le 20 Février 2019.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2000 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature sont applicables dès la mise en service de l'installation, à l'exception de celles des articles aménagés suivant les dispositions de l'article 9.1.2 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> La mise en place des fanions a été constaté sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. [...]</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]</p>
<p><b>Constats</b> : Les documents présentés ne détaillent pas l'ensemble des quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein du site.</p>
<p><b>Observations</b> : L'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour tous les soirs : une version PDF est envoyée au personnel d'astreinte, au responsable usine, au responsable de production et au responsable logistique ; une version papier est déposée à l'entrée du site des opérations. Ce point n'a pas été vérifié lors de la présente visite d'inspection.</p> <p>Il se décompose en trois documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un état des stocks spécifique pour le bâtiment hypochlorite : poids en kg par cellule.</li> <li>- un état des stocks pour le bâtiment ISO</li> <li>- un état des stocks dit « stock ICPE » présentant la quantité stockée par rubrique pour l'ensemble du site. Ce document précise les mentions de dangers des produits.</li> </ul> <p>L'état des stocks en date du 17/03/2022 a été présenté.</p> <p>La création de ces tableaux en date du 20/03/2022 a été réalisé lors de la visite d'inspection, à partir de l'outil de suivi des stocks. L'exploitant précise que cela est accessible en tout temps via un ordinateur, connecté à un serveur qui n'est pas localisé sur le site d'Amboise.</p> <p>Il n'est pas constaté de dépassement des quantités autorisées pour ces dates.</p> <p>Les documents présentés ne détaillent pas l'ensemble des quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein du site. Notamment, le stockage des matières combustibles (emballages) n'est pas identifié, ni les liquides inflammables présents sur site en petites quantités (produits pour l'entretien principalement).</p> <p>Une vérification de la cohérence de l'état des stocks avec le stock réel a été réalisé par sondage lors de la visite d'inspection pour le produit BCDMH tablette (brome) présent dans le bâtiment ISO.</p> <p>Le comptage réalisé sur site de manière approximative est globalement cohérent avec la quantité indiquée dans l'état des stocks.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un inventaire est réalisé annuellement. Il a présenté un mail concernant le dernier inventaire, précisant que celui-ci commençait le 19/09/2022 et indiquant le détail des équipes.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 60 jours</p>



**N° 5 : Déchets produits par l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont des déchets solides (équipements de protection individuelle souillés par les produits et emballages souillés) et des déchets liquides (eaux de lavage et formules non conformes).
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que les eaux quaternaires correspondent à environ 80 % du flux de déchets dangereux. Une démarche est en cours afin de ne plus considérer les eaux quaternaires (eaux de lavage) comme des déchets dangereux : une caractérisation sur l'équivalent d'une année d'activité a été menée, les résultats des analyses montrent une acceptabilité de ces eaux par la filière retenue. L'inspection des installations classées précise que cela ne constitue pas une modification notable, ce changement pourra donc être traité directement avec le prestataire de traitement de déchets.  Les eaux quaternaires sont toujours considérées dangereux pour l'environnement à la date de la visite d'inspection. L'exploitant précise que les démarches n'ont pas été engagées dans l'attente des résultats d'une étude concernant la réduction de la consommation d'eau sur le site, qui envisage notamment la possibilité de réutilisation des eaux quaternaires.  Il a été vérifié par sondage le BSD eaux quaternaires en date du 07/11/2022 : 27,56 tonnes d'eaux quaternaires (code déchets 07 01 01*) envoyé vers la société SOTREMO, par la société SARP OSIS, pour recyclage (R5). La date de réalisation de l'opération est renseignée (10/11/2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Registre des déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>• la quantité du déchet sortant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;</li> <li>• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant indique que la gestion des déchets est réalisée via l'outil EverHSE. À la demande de l'inspection des installations classées, il a extrait le registre des déchets sortants sur l'année 2022. Il contient l'ensemble des informations listées dans l'article ci-dessus. Il est constaté que le registre indique uniquement la première destination du déchet. Néanmoins, l'outil permet d'identifier la destination finale d'un déchet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le BSD complété avec la date du traitement final.
<b>Observations :</b> Il a été vérifié par sondage les informations concernant le déchet « DDQD Chloré » en date de début 2022.  Le BSD n°2022-00055 émis par INNOVATIVE WATER CARE a été présenté : 42 kg de DDQD Chloré (code déchet 16 03 05*) envoyé pour regroupement (D13) vers la société BS ENVIRONNEMENT, avec une destination ultérieure précisée vers la société TRADIS pour destruction (D10). Le BSD n°EX04220030 – CHLOR – 3 émis par BS ENVIRONNEMENT a été retourné à l'exploitant : 304kg de déchets chlorés (code déchet 16 09 04*) envoyé pour regroupement (D13), avec une destination ultérieure précisée vers la société TRADIS pour destruction (D10).  Le récépissé transporteur n°T03/12/3 en date du 14/03/2019 valide jusqu'à 04/10/2023 pour la société BS ENVIRONNEMENT a été présenté. L'arrêté préfectoral du 07/07/2016 pour le site BS ENVIRONNEMENT (première installation destinataire) a été présenté. Il est constaté que ces informations sont facilement accessibles sur l'outil de gestion des déchets.  L'exploitant précise qu'un rappel périodique est en place afin de demander le retour des BSD.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.  [En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.]</p>
<b>Constats :</b> Plusieurs IBC de stockage des eaux quaternaires portent un étiquetage non cohérent avec le produit stocké.
<p><b>Observations :</b> Le box déchets situé en face de l'aire de dépotage et le stockage des eaux quaternaires ont été vu lors de la visite d'inspection.  Il a été constaté que plusieurs IBC de stockage des eaux quaternaires portent un étiquetage non cohérent avec le produit stocké. Cela est source de confusion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p>
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle des installations électriques présente des remarques non levées.
<p><b>Observations :</b> Les rapports de vérification des installations électriques pour le site des opérations et pour le site administratif en date du 30/09/2022 par la société DEKRA ont été présentés lors de la visite d'inspection.  Des remarques ont été formulées pour la partie administrative du site (départs non étiquetés). L'exploitant indique qu'elles n'ont pas été levées à la date de la visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : [...] Installations de désenfumage – Annuelle [...]</p>
<p><b>Constats :</b> À la date de la visite d'inspection, le dernier contrôle du désenfumage date de plus d'un an.</p>
<p><b>Observations :</b> Les rapports de désenfumage n°2203000972 et n°220305260 pour le site des opérations et pour le site administratif en date du 01/03/2022 par la société ABC Protection Incendie ont été présentés. Sur les deux rapports, un point non-satisfaisant a été identifié. La mention « vérins changés le 08/06/2022 avec une signature d'un responsable d'INNOVATIVE WATER CARE » indique que ce point a été levé.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, un contrôle est en cours par la société ABC Protection Incendie, concernant notamment la vérification du désenfumage.</p> <p>Par ailleurs, un contrôle visuel est réalisé en interne. Le dernier contrôle interne date du 29/08/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 2 réserves d'eau incendie de 300 m<sup>3</sup> chacune. Les réserves sont maintenues pleines et accessibles en permanence aux véhicules lourds d'incendie ;</li> <li>• de 5 poteaux incendies (4 publics et 1 privé existant sur le site), le poteau privé assurant un débit de 136 m<sup>3</sup>/h et les 4 poteaux publics pouvant fournir un débit simultané de 316 m<sup>3</sup>/h. Le poteau incendie privé situé sur le site reste accessible en permanence. Ces poteaux permettent au minimum 3 heures d'utilisation ; [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les 4 poteaux publics peuvent fournir un débit simultané de 316 m <sup>3</sup> /h.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du poteau incendie interne du site n°2203-000964 par la société ABC Protection Incendie en date du 01/03/2022.  Il n'a pas été en mesure de justifier le débit des poteaux publics, gérés par la CCVA. Il indique que le dernier rapport date du 09/01/2019.  Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le poteau d'incendie interne et les réserves incendies du site sont bien accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 13 : Liste des mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.  Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> La liste présentée ne reprend pas uniquement les MMR mais l'ensemble des équipements importants pour la sécurité. Les MMR ne sont pas clairement identifiées. L'exploitant n'a pas présenté, pour ces MMR, les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) du site. Il précise qu'il s'agit du document annexé au SGS.  Il est constaté que cette liste ne reprend pas uniquement les MMR mais l'ensemble des équipements importants pour la sécurité. Les MMR ne sont pas clairement identifiées.  Il est rappelé à l'exploitant qu'une MMR est un ensemble d'éléments techniques et/ou humains permettant d'éviter ou de limiter les conséquences des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers avec effets hors site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 14 : Extinction sur charriot**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.  Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> À la date de la visite d'inspection, le dernier contrôle de l'extinction sur chariot date de plus d'un an.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a demandé à voir la dernière vérification périodique concernant l'extinction sur chariot, qui est une mesure de maîtrise des risques d'après l'étude de dangers du site. Il est prévu un contrôle annuel.</p> <p>Le rapport n°2023000962 par la société ABC Protection Incendie en date du 03/03/2022 a été présenté. Le résultat est satisfaisant pour les 4 charriots concernés.  Le jour de la visite d'inspection, un contrôle est en cours par la société ABC Protection Incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 15 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a demandé à voir la dernière vérification périodique de la détection incendie du site, qui est une mesure de maîtrise des risques d'après l'étude de dangers du site. Il est prévu un contrôle semestriel.  Les rapports n°5326307847m pour le site des opérations et n°4983230804m pour le site administratif par la DEF en date du 22/09/2022 ont été présentés. Il est indiqué un bon état de fonctionnement. Le contrôle précédent est en date du 29/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Canalisation vers le bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]
<b>Constats :</b> Aucune périodicité de contrôle de l'étanchéité et du bon état des canalisations n'a été définie. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle lors de la visite d'inspection.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a demandé le dernier rapport de contrôle de l'étanchéité des canalisations pour la portion concernée par le phénomène dangereux PhD n°11 (épandage d'acide chlorhydrique lors d'un dépotage). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle lors de la visite d'inspection, mais il indique qu'un devis est en cours pour un curage puis contrôle caméra des canalisations de la partie ancienne en 2023. Il précise qu'aucune périodicité de contrôle n'a été définie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours



**N° 17 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5.1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> Il a été constaté que la déclaration déchet a bien été réalisée sur l'application GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet